



LA MARSEILLAISE

DECLARATION SNJ-CGT ET FILPAC-CGT

Nous sommes à nouveau placés au bord de la falaise, la rupture de trésorerie annoncée pour mars avril provoquant une urgence qui, par rapport à un chiffre d'affaires en baisse de 13%, fait mécaniquement de la masse salariale un poids que l'entreprise présente comme insoutenable. C'est cette décroissance permanente qui nous révolte.

Une nouvelle fois, il est insupportable que les salariés payent l'inefficacité de la restructuration précédente, ce que nous avons dénoncé fermement lors du PSE 2017. **Nous considérons que l'entreprise va droit dans le mur car la direction compte supprimer cette fois carrément 50% des effectifs, et il faudrait contenir la colère ! Pas moins de 182 salariés ont été sacrifiés depuis 2012, dont 162 depuis avril 2015 !**

Pour les élus et représentants du personnel soutenus par le SNJ-CGT et la Filpac-CGT au national, **il faut arrêter cette hémorragie d'emplois et travailler à une réforme structurelle en capacité de produire la relance économique du titre**, son équilibre budgétaire. La restructuration présentée par la direction le 19 janvier 2018 ne permettra pas en soi le rebond qu'elle attend. Et ce alors que la presse d'information politique et générale connaît une crise structurelle, que les milliardaires qui la possèdent ont attisée par leur politique austéritaire et de courte vue. C'est une situation extrêmement grave qui menace le pluralisme et la liberté de l'information. Le silence des pouvoirs publics n'en est que plus assourdissant.

Nous pensons qu'il faut initier des changements plus profonds, raison pour laquelle **au nom des salariés que nous représentons nous avons entamé l'élaboration d'un projet alternatif** que nous souhaitons être en mesure de soumettre au tribunal avant la fin de la période d'observation. Cela afin que vous jugiez de notre positionnement, des caractéristiques de notre projet, de la faisabilité de nos propositions. Elles seront, selon nous, de nature à donner une bouffée d'oxygène au journal, à écarter la liquidation que nous n'avons jamais ressentie aussi proche.

Bien que totalement opposés au PSE annoncé, nous sommes malgré tout évidemment favorables à la poursuite de la 3eme période d'observation pour donner aux salariés et forces vives en soutien au journal, le temps nécessaire à la production de toutes les pistes potentielles pouvant concourir à la sauvegarde de la Marseillaise et son essor.

Marseille, mercredi 31 janvier 2018